

[Text]

for Canada. We can be proud in saying that we do not accept any foreign ownership in Canada. But what does it mean in terms of job creation; what does it mean in terms of transfer of technology? What those foreign companies did in terms of research and development in Canada, they did. Maybe it was not as much as we wanted. We can close the door to foreigners in Canada, but we will not do that if we want to create jobs, if we want to develop technology. You will not compare yourself with the United States, which is the most powerful country in the world, you will compare Canada with all countries that have over 75 million people and countries that have 2,000. . . No, Canada will be—

Mr. Peterson: Sweden and Denmark have higher standards than we do today.

Mr. Bouchard: —a country of competitiveness, if Canada, at the same time, is able to accept foreign investors, if Canada is able to accept technology, is able to accept opening up markets.

But at the same time, I am sure that Investment Canada has the power to control. They do in the publishing industry, in the mining industry, in the oil industry, in sectors where we have considered it was necessary. I am absolutely confident because I believe the figures we have since 1985. You do not have so many bad stories about investors who have come to Canada since 1985.

You were talking about Mitel. They were in great difficulties in 1983. They lost, between 1983-88, \$293 million. But in 1988 they had a \$14 million benefit, in 1989 a \$7 million benefit. British Telecom is looking for a buyer. Do you know what the value of the assets is? It is \$100 million. And that is a company you gave me as an example of a bad deal.

Mr. Peterson: What about Lumonics?

Mr. Bouchard: Just a moment, you gave me Mitel. I will not have time to answer all your questions.

The Vice-Chairman: I think we will have to go to the last questioner for just one question, a quick one, as usual, by Mr. McCurdy.

Mr. McCurdy: What we have heard is a totally absurd recitation that implies that the more uncontrolled foreign ownership the better off we are. The fact is the report on industrial development by the National Advisory Board on Science and Technology, observing the need to respond to the inadequate level of R and D in foreign-owned companies, said in effect that the government has to find a policy that will do something about Canadian companies increasing their research and development. You have not responded to that at all.

Now, in response to Mr. Berger, you pointed out that our governmental expenditures on R and D compare with a lot of other countries. That is true. But to suggest that the government is doing an adequate job, when in fact the

[Translation]

bonne affaire avec Connaught. Nous pouvons être fiers de dire que nous n'acceptons pas les intérêts étrangers au Canada. Mais qu'est-ce que cela veut dire en termes de création d'emploi; qu'est-ce que cela veut dire en termes de transfert de technologie? Et ce que ces entreprises étrangères ont fait au Canada, en matière de recherche et de développement, elles l'ont fait. Peut-être que ce n'était pas autant qu'elles le souhaitaient. Nous pouvons fermer la porte aux étrangers, mais pas si nous souhaitons créer des emplois, si nous souhaitons développer notre technologie. Nous ne nous comparons pas aux États-Unis, le pays le plus puissant du monde, nous comparons le Canada avec d'autres pays qui ont plus de 75 millions d'habitants et des pays qui ont 2,000. . . Non le Canada sera. . .

M. Peterson: La Suède et le Danemark ont actuellement des standards plus élevés que les nôtres.

M. Bouchard: . . . un pays compétitif, si en même temps, nous sommes capables d'accepter les investisseurs étrangers, d'accepter la technologie, d'accepter d'ouvrir nos marchés.

Mais en même temps, je suis sûr qu'Investissement Canada est en mesure d'exercer un contrôle. C'est ce qu'il fait dans l'industrie de l'édition, dans l'industrie minière, l'industrie pétrolière, dans les secteurs où il a considéré que c'était nécessaire. J'ai absolument confiance, parce que je ne mets pas en doute les chiffres que nous avons depuis 1985. Vous n'avez pas grand-chose à dire contre les investisseurs qui sont venus au Canada depuis 1985.

Vous parliez de Mitel. Cette entreprise avait d'énormes difficultés en 1983. Entre 1983 et 1988, elle a perdu 293 millions de dollars. Mais en 1988, elle avait un bénéfice de 14 millions de dollars en 1989 de 7 millions de dollars. British Telecom cherche un acheteur. Vous savez à combien s'élève son actif? à 100 millions de dollars. Et vous l'avez citée comme exemple d'une mauvaise affaire.

M. Peterson: Et Lumonics?

M. Bouchard: Un instant, vous m'avez donné Mitel. Je n'aurais pas le temps de répondre à toutes vos questions.

Le vice-président: Je pense que nous devons passer à la dernière personne pour juste une question, une question rapide, comme d'habitudes, de M. McCurdy.

M. McCurdy: Ce que nous avons entendu est complètement absurde et implique que plus il y a d'investissements étrangers, mieux nous nous comportons. Le fait est que le rapport sur le développement industriel réalisé par le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, faisant remarquer qu'il est nécessaire d'augmenter la quantité de R-D faite par les entreprises sous contrôle étranger, a dit en effet que le gouvernement doit trouver une ligne de conduite qui fera quelque chose pour les entreprises étrangères qui augmentent leurs activités de R-D Vous n'avez absolument pas répondu à cela.

Maintenant, en réponse à M. Berger, vous avez fait remarquer que les dépenses gouvernementales pour la R-D sont comparables avec celles d'un grand nombre de pays. C'est vrai. Mais il est absolument absurde de suggérer que le